



99.065

**Militärische Immobilien
(Immobilienbotschaft 2000)****Immobilier militaire
(Message sur l'immobilier 2000)**

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 07.12.99
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 09.12.99

Paupé Pierre (C, JU), pour la commission: L'immobilier militaire 2000, une fois de plus, pose certains problèmes pour l'avenir de l'armée, et notamment dans cette phase d'étude de l'"Armée XXI". La Commission de la politique de sécurité de notre Conseil a examiné le message sur l'immobilier militaire 2000 lors de sa séance du 21 octobre dernier, à Thoune. Le message sur l'immobilier militaire 2000 comprend des projets et des crédits d'ensemble pour 386,12 millions de francs au total. Les assainissements, les transformations et les nouvelles constructions y sont représentés pour 211,92 millions de francs, alors que le montant prévu pour l'entretien des immeubles et les liquidations s'élève au total à 155 millions de francs. Le crédit le plus élevé, 22 millions de francs, est consacré aux mesures de lutte contre le bruit. Des parts importantes seront également consacrées au domaine de l'instruction et à celui des transmissions.

La somme de 211,92 millions de francs demandée au titre des investissements se situe nettement en dessous de la moyenne pluriannuelle; il y a dix ans encore, ce crédit se montait à 423 millions de francs, soit exactement le double. Le message de cette année regroupe pour la première fois tous les projets militaires du département, y compris l'entretien et les prestations contractuelles. Le budget des constructions, dans lequel figuraient jusqu'ici les projets inférieurs à 10 millions de francs, a été par conséquent abandonné, ce qui contribue de manière significative à l'amélioration de la transparence. Cette nouvelle manière de procéder résulte de la réorganisation des entités de la construction de la Confédération dans le cadre de NOVE, la réforme du Gouvernement et de l'administration ainsi que de l'ordonnance concernant la gestion de l'immobilier et la logistique de la Confédération.

Le crédit de paiement prévu pour la réalisation de ces projets s'élève à 260 millions de francs. Il est par conséquent inférieur de 115 millions de francs ou de 32 pour cent par rapport à celui de 1990.

Les différents projets sont établis en fonction des besoins de l'"Armée XXI", dans la mesure où l'on peut déjà préciser ce que sera l'armée à ce moment-là. Par ailleurs, les projets compris dans le message seront, comme d'habitude, soumis à une procédure d'autorisation de construction militaire. Les intérêts de l'aménagement du territoire et de l'environnement, des cantons et des communes, ainsi que des tiers concernés seront donc pris en considération dans le cadre d'une procédure de mise à l'enquête et de consultation publique.

C'est effectivement la première fois que l'ensemble des crédits immobiliers militaires sont réunis en un seul message. Jusqu'en 1999, comme je l'ai dit, les crédits de moins de 10 millions de francs figuraient dans les budgets de construction soumis à la Commission des finances et au Parlement. Ainsi, la Commission de la politique de sécurité ne préavisait que les projets supérieurs à 10 millions de francs, bien que, dans certains cas particuliers, le message des constructions militaires incluait également des projets de moins de 10 millions de francs, lorsque l'opportunité politique le justifiait. Il s'agissait notamment de projets qui pouvaient prêter à controverse politique.

Aujourd'hui, la transparence est complète et la Commission de la politique de sécurité a reçu la liste détaillée de tous les objets avec la liste des travaux qui y sont prévus. Ce transfert de compétence de la Commission des finances à la Commission de la politique de sécurité a donné lieu, au sein de notre commission, à une discussion tendant à souligner que la Commission des finances pourrait être consultée ou associée dans certains cas.

Tous les projets insérés dans ce message sur l'immobilier militaire 2000 sont prévus dans la perspective, je le répète, de la réforme de l'"Armée XXI". Aujourd'hui déjà, des projets de rénovation sont influencés par cette conception de l'"Armée XXI". C'est notamment le cas des casernes de Losone et d'Herisau où les travaux ont





été stoppés. Il s'agissait chaque fois de crédits d'environ 20 millions de francs.

Il ne fait pas de doute qu'à la suite de la réforme d'"Armée 95" et Progress, mais aussi, et vraisemblablement encore de façon plus nette, dans "Armée XXI", le portefeuille immobilier de l'armée sera de taille plus réduite. C'est pourquoi il y a lieu d'être attentif aux besoins futurs de l'armée.

Ce programme immobilier respecte également le programme financier 2000–2002 qui comporte une sensible réduction des dépenses militaires, 11 pour cent de réduction en chiffres absolus depuis 1990.

Le crédit principal concerne les mesures de protection contre le bruit, plus de 20 millions de francs – 22 millions exactement –, montant soumis au frein aux dépenses. Cela concerne les bâtiments situés à proximité des aérodromes, notamment des aérodromes de Dübendorf et Sion, mais également Emmen, Payerne et Meiringen, pour ne citer que les aérodromes considérés de première priorité. Les travaux s'effectueront sur la base de cadastres du bruit, cadastres déjà établis pour ces aérodromes de première priorité.

Le détail des autres projets de transformations de constructions figure dans le message. Parmi les travaux de rénovation, des critiques ont été formulées contre le crédit de 4,5 millions de francs destiné au Centre équestre national de Berne, anciennement le Dépôt fédéral des chevaux de l'armée. En outre, j'ai pris connaissance hier de la proposition Gentil qui propose de biffer deux crédits concernant les deux SATOS 3, à savoir la rénovation de la Centrale d'engagement permanente PE-20 de Heimenschwand, pour un montant de 6,95 millions de francs, ainsi que SATOS 3, deuxième étape, la rénovation du bâtiment principal de la Centrale d'engagement PE-Z de Zimmerwald pour un montant de 6,7 millions de francs.

Ce problème n'a pas été discuté dans notre commission. Je ne connais pas les détails de cette proposition. Je tiens simplement à préciser qu'il ne s'agit pas des installations ni de l'exploitation en elle-même, il s'agit uniquement des crédits concernant les bâtiments de ces installations. Nous laissons le soin à M. Gentil de préciser les raisons de sa proposition.

Après un examen approfondi, la commission a approuvé le message, à l'unanimité des dix membres qui étaient présents.

Deux remarques encore: lors de l'examen du nouveau concept confiant le préavis de l'ensemble des crédits à la Commission de la politique de sécurité, avec les réserves éventuelles de collaboration avec la Commission des finances, il est apparu que le calendrier est mal adapté à un système bicaméral. Ce calendrier devra être revu, si l'on veut respecter l'indépendance des deux Chambres, Conseil national et Conseil des Etats.

Si le Conseil fédéral arrête le message sur l'immobilier militaire 2000 en été seulement, s'il n'est transmis aux

AB 1999 S 1016 / BO 1999 E 1016

Chambres qu'après les vacances, on impose une pression dans le temps qui ne permet plus de réflexion entre les décisions des deux Chambres qui doivent se prononcer, comme c'est le cas cette année, durant la même session. Ainsi, notre Conseil se prononce aujourd'hui sur le présent projet d'immobilier militaire 2000, alors que le Conseil national le fera après-demain, soit le 9 décembre 1999. A l'avenir, il est indispensable que le Conseil fédéral avance le programme, de telle sorte que le message soit remis au Parlement avant les vacances et qu'une des Chambres se prononce en septembre, l'autre en décembre. L'idéal serait même que l'une des Chambres puisse se prononcer en juin et l'autre en septembre ou en décembre.

Un dernier point: la problématique du frein aux dépenses. Selon les dispositions de l'arrêté fédéral du 7 octobre 1994 instituant un frein aux dépenses, approuvé par le peuple et les cantons le 12 mars 1995, tout crédit de plus de 20 millions de francs, comme dépense unique, est soumis au frein aux dépenses; à savoir à une approbation par la majorité des membres des deux Chambres. C'est le cas ici pour ce crédit de 22 millions de francs pour les mesures de protection contre le bruit, notamment des aérodromes.

Selon la Commission de la politique de sécurité, la disposition constitutionnelle – à savoir l'article 88 alinéa 2 de la constitution – fait référence aux crédits d'engagement de plus de 20 millions de francs et non à des projets particuliers. La question a été soumise au Bureau de notre Conseil pour savoir s'il y avait lieu de soumettre également l'article 2 de l'arrêté fédéral concernant l'immobilier militaire au frein aux dépenses. Selon notre avis, le montant de 364 millions de francs inscrit à cet article 2 de l'arrêté devrait également être soumis au frein aux dépenses. Dans une lettre adressée au Bureau du Conseil des Etats, le 25 octobre dernier, il a été demandé à ce Bureau de trancher. Apparemment, les choses ne sont pas très claires, y compris les réponses qui ont été données par le service juridique. Mais nous attendons tout à l'heure les propositions ou les précisions du Bureau sur la manière de voter en ce qui concerne ce frein aux dépenses.

Notre commission souhaite que ces questions soient clairement établies, y compris à l'avenir, puisque, apparemment, autrefois également, lorsqu'on avait ces dépenses dans les projets de construction soumis à la Commission des finances, il y avait la soumission au frein aux dépenses.

Enfin, une dernière remarque de clarté, s'agissant des montants figurant dans le message que nous avons



reçu, il est précisé, à l'article 1er de l'arrêté fédéral concernant l'immobilier militaire, qu'"un crédit d'engagement sous forme d'un crédit de programme d'un montant de 22 millions de francs, conformément au tableau en appendice, est accordé au Conseil fédéral". Si vous tournez la page, si vous prenez la page suivante et regardez l'appendice, vous ne retrouvez nulle part ce montant de 22 millions de francs. Il est effectivement inclus dans le tableau des nouveaux crédits d'engagement, il figure dans l'article "Projets immobiliers (transformations et constructions)". Il est, dans le fond, noyé dans les 50 millions de francs pour les Forces aériennes. Il serait, pour une question de clarté, préférable que, lorsque l'on dit "22 millions de francs conformément au tableau en appendice", on retrouve ces montants, ce qui faciliterait évidemment le travail d'un milicien quand on est dans un Parlement comme le nôtre. La simplicité, Monsieur le Conseiller fédéral, est un facteur important de compréhension. C'est d'autant plus valable dans l'armée où la simplicité est un principe de doctrine. Je vous propose d'approuver le crédit.

Schmid-Sutter Carlo (C, AI): Herr Paupe, das Büro wird die von Ihnen aufgeworfene Frage bei der Behandlung von Artikel 2 beantworten. – Sie sind damit einverstanden.

Gentil Pierre-Alain (S, JU): Tout d'abord, je m'excuse auprès de mes collègues de la Commission de la politique de sécurité et de M. Ogi, conseiller fédéral, pour le dépôt de cette intervention hier seulement. Je n'ai malheureusement pas pu assister à la séance de commission qui a traité cet objet et, comme il se trouve que la demande de crédit est présentée le deuxième jour de nos travaux, je suis conscient de poser un problème de délai.

La question qui m'a conduit à formuler cette proposition et qui me pousse à intervenir au moment de l'entrée en matière est une question de principe. Je pense qu'il est discutable d'introduire par le biais d'un crédit de construction un programme qui, pour reprendre l'expression qu'emploie le message à la page 8, peut "prêter à controverse sur le plan politique": il s'agit du programme SATOS 3. Ma proposition vise à supprimer les quelque 14 millions de francs qui figurent pour cet objet sous la rubrique "Etat-major général, Aide au commandement". Je rappelle que le projet SATOS 3 vise à pratiquer à une large échelle les écoutes de téléphone et de fax grâce à des moyens électroniques et informatiques particulièrement sophistiqués. Ce projet pose des questions de fond auxquelles le message ne répond pas. Il est vrai, comme l'a dit tout à l'heure M. Paupe, que le message porte sur des problèmes de construction, mais c'est la première fois qu'apparaît le projet SATOS 3, raison pour laquelle il me semble nécessaire de poser les questions de principe.

Voici les questions que pose le projet SATOS 3.

Tout d'abord, il fait appel à un matériel et à des programmes informatiques tellement sophistiqués qu'il est difficile de penser que notre pays va développer ces instruments seul. Il va vraisemblablement s'appuyer sur un autre programme qui s'appelle "Echelon" et qui a été mis au point par une agence de sécurité américaine qui pratique le système des écoutes à large échelle avec des coopérations internationales, principalement dans les pays anglo-saxons, mais aussi en Allemagne. A ce sujet, la presse a rapporté récemment que les autorités de la Bavière avaient interpellé les troupes américaines, en leur demandant si les écoutes étaient limitées aux problèmes de sécurité ou si elles portaient aussi sur des questions économiques.

Le fond du problème est là. Qui écoute-t-on? Sur quels domaines portent ces recherches? Le terrorisme, la criminalité organisée, les éléments liés aux services et à l'industrie? Qui confie les mandats de recherche et selon quelles règles de fonctionnement? Qui contrôle les écoutes? Qui les archive? Qui a accès à ces documents? Qui les utilise? S'agit-il d'une activité exclusivement nationale ou faisons-nous partie d'un accord international, notamment du fameux programme "Echelon"? Et, question subsidiaire, puisque nous parlons de SATOS 3, y a-t-il eu précédemment un SATOS 1 et un SATOS 2? Si oui, sur quoi portaient-ils?

Je n'entends pas voter les crédits demandés pour le programme SATOS 3 avant d'avoir obtenu des réponses claires sur ces questions de fond, et il me semble que ces éléments devraient être posés avant même que l'on discute de crédits pour les bâtiments.

En conséquence, je vous remercie de soutenir ma proposition et je remercie M. le conseiller fédéral des explications qu'il pourra nous donner.

Maissen Theo (C, GR): Zwei Bemerkungen zum Sammelkredit "Generalstab, Planung" (Rubrik Immobilienunterhalt und Liquidationen) im Umfang von 141,4 Millionen Franken (Botschaft, Ziff. 23):

1. Dieser Sammelkredit enthält einen Objektkredit für Renovierungs- und Sanierungsarbeiten bestehender Infrastrukturanlagen auf dem Gelände des Nationalen Pferde zentrums in Bern (früher Eidgenössische Militär-Pferdeanstalt) von 4,5 Millionen Franken. Ich möchte mich nicht gegen diesen Kredit aussprechen. Es wurde uns in der Kommission gesagt, dass an diesen Gebäulichkeiten seit 1990 kein Nagel mehr eingeschlagen worden sei. Das heisst, dass dort ein Sanierungsbedarf besteht. Damit man mich richtig versteht: Ich finde,



der Bund solle seine Gebäude richtig unterhalten; das gehört zu seinen Aufgaben.

Ich möchte aber in Bezug auf diesen Kredit einen Zusammenhang zum Pferd in der Armee herstellen, und zwar

AB 1999 S 1017 / BO 1999 E 1017

deshalb, weil ich Bedenken hätte, wenn hier investiert würde und dann deswegen andere Strukturen in Frage gestellt würden. Ich spreche konkret das Train-Ausbildungszentrum St. Luzisteig an. Es wurde schon darüber gesprochen, dass man dieses Ausbildungszentrum in den Kanton Bern verlegen möchte; die Rede war von Sand-Schönbühl.

Ich möchte bezüglich dieser Investitionen einfach festhalten: Mit Investitionen werden Entscheide für die Zukunft getroffen. Wir sollten darauf Acht geben, dass mit "Armee XXI" keine unnötige Zentralisierung – hier konkret im Raume Bern – erfolgt.

Ich habe generell die Befürchtung, dass man das Gebirgsarmeekorps bezüglich der Mittel, die notwendig sind, benachteiligt bzw. aushöhlt – ich habe als Beispiel das Train-Ausbildungszentrum St. Luzisteig angesprochen. Diesen Herbst hat man das Artillerieregiment 12 aufgelöst und die gezogene Artillerie eliminiert. Gleichzeitig weiss man, dass man bei den Mitteln, die man heute in der Artillerie hat, Lücken bezüglich der Verteidigung im Gebirgsraum hat.

Ich stelle im Zusammenhang mit dieser Investition fest, dass wir darauf achten werden, wo wie viel investiert wird. Denn mit Investitionen werden wichtige Entscheide über die Struktur von "Armee XXI" vorweggenommen. Es wird dann nämlich heissen, jetzt habe man bereits so viel investiert, folglich sei der nächste Schritt eine Zentralisierung. Ich wäre froh, Herr Bundesrat, wenn Sie sich dazu äussern könnten, ob dieser Kredit einen Zusammenhang mit der künftigen Verlegung des Train-Ausbildungszentrums St. Luzisteig hat.

2. Es ist sowohl für die Kommission wie auch für das Parlament relativ schwierig, mit solchen Sammelkrediten umzugehen. Die Detaillierung ist sehr unterschiedlich. In der vorliegenden Botschaft gibt es z. B. bei der Gruppe Rüstung eine ausgewiesene Einzelposition von 1 Million Franken, bei der Rubrik Vertragliche Leistungen gibt es eine Position von 0,9 Millionen Franken.

Beim Sammelkredit "Generalstab, Planung" aber sind in einem Posten von 141,4 Millionen Franken sehr viele kleine Objekte zusammengezogen. Es wurde uns gesagt, dieser Betrag setze sich aus kleinen Summen für Unterhaltsarbeiten an 26 000 Projekten zusammen. Wir kennen die Problematik der Sammelkredite auch in der KÖB. Was in dieser Botschaft fehlt, ist der Bezugspunkt der Grössenordnungen. Bei den landwirtschaftlichen Forschungsanstalten z. B. stellte man in der Botschaft dar, welche Wiederbeschaffungswerte von Unterhaltsarbeiten betroffen waren, so dass man einen Bezug zu den Grössenordnungen herstellen konnte.

In der Kommission wurde uns gesagt, dass es sich bei den Kosten für Unterhaltsarbeiten um 0,6 Prozent der Wiederbeschaffungswerte handle. Daraus war denn auch sofort ersichtlich, dass der geforderte Betrag bescheiden war, denn man rechnet bei Unterhaltsarbeiten auf Dauer mit 1,5 bis 2 Prozent. Mit diesen Angaben kann man also einen Bezug herstellen und sieht, dass es Sinn macht, die Mittel einzusetzen, um den Unterhaltungspflichten des Bundes als Eigentümer dieser Gebäude nachzukommen.

Ich möchte aber doch anregen, dass in der Botschaft künftig konkretere Angaben gemacht werden, weil es sich insgesamt doch um stattliche Beträge handelt.

Ogi Adolf (,): In diesem Jahr haben Sie das Bauprogramm 1999 bereits behandelt, und neu unterbreiten wir Ihnen – das ist der Rhythmuswechsel – auch schon in diesem Jahr die Immobilienbotschaft Militär 2000.

Ich habe die Ausführungen des Präsidenten der SiK zur Kenntnis genommen. Im Übergang war die Planung natürlich etwas schwierig. Wir werden nächstes Jahr versuchen, dass die Immobilienbotschaft 2001 dem Erstrat im September und dem Zweirat im Dezember zugeleitet wird.

Diese Neuerung ist die Folge der von Ihnen gewünschten Neuorganisation des Bauwesens des Bundes. Durch die neue Verordnung vom 14. Dezember 1998 über das Immobilienmanagement und die Logistik des Bundes – Sie sehen, wir schalten sehr rasch – entfällt eben die bisherige Zweiteilung. Für die neuen Mitglieder des Rates: Die bisherige Zweiteilung war so, dass dem Rat hier nur diejenigen Projekte vorgelegt wurden, die mehr als 10 Millionen Franken kosteten; alle Projekte unter 10 Millionen Franken wurden nur der Finanzkommission vorgelegt.

Jetzt gibt es eine einzige Botschaft, mit welcher Sie den Überblick haben. Ich teile die Auffassung von Herrn Maissen, dass in Bezug auf diesen Übergang noch einiges zu klären und zu verbessern ist. Aber wir wollen mit dieser Sammelbotschaft – wenn ich so sagen darf – mehr Transparenz erreichen, umfassender orientieren und Ihnen die militärischen Bedürfnisse in einer Botschaft aufzeigen.

Die vorliegende Immobilienbotschaft Militär 2000 umfasst also Vorhaben und Sammelkredite für total 386,12



Millionen Franken. Letztes Jahr waren es 364,2 Millionen Franken. Damit Sie vergleichen können: Vor etwa zehn Jahren beantragte Ihnen der Bundesrat noch 553 Millionen Franken. Wir mussten also in den letzten Jahren die Kredite um ungefähr 40 Prozent vermindern.

Wenn man in drei Jahren 1,1 Milliarden Franken einsparen muss – 1999 bis 2001 –, passiert auch das, was Herr Maissen erwähnt hat: Dann ist klar, dass man sparen musste, und das spürt man erst jetzt. Als man diese 1,1 Milliarden Franken in der Debatte so leichthin beschloss, sah man die Konsequenzen vielleicht noch nicht. Aber es ist nicht richtig, wenn Herr Maissen sagt, dass das Gebirgsarmee-korps 3 damit ausgehöhlt wird. Selbstverständlich müssen wir alle Investitionen überdenken, auch mit Blick auf das Jahr 2003, d. h. auf die neue "Armee XXI".

Die Vorhaben in der neuen Botschaft bestehen also aus Objekt- und Sammelkrediten und sind in drei Rubriken eingeteilt: Immobilien (Um- und Neubauten sowie Sanierungen), Vertragliche Leistungen, Immobilienunterhalt und Liquidationen. Die Sammelkredite decken Bedürfnisse von neun Benutzerorganisationen ab: die Untergruppe Operationen, die Untergruppe Logistik und Versorgung, die Territorial- und Logistikaufgabe, die Planungen für die Abteilung Immobilien, die Unterstützung für Telematik und die Führungsunterstützung, die Betriebs- und Ausbildungsbauten des Kommandos Festungswachtkorps, die Gruppe Rüstung, die Zentralverwaltung und die Luftwaffe. Alle Bereiche werden hier abgedeckt.

Der relativ grosse Sammelkredit von 155 Millionen Franken für Bauunterhalt ist dringend notwendig, wenn wir die vielen Immobilien instand halten wollen. Der Bund kann es sich nicht leisten, diese nicht à jour zu halten. Der laufende und periodische Unterhalt an allen von der Armee noch genutzten Immobilien muss heute garantiert werden, und die Summe von 155 Millionen Franken erreicht nicht einen Wert von 0,6 Prozent des Wiederbeschaffungswertes, sondern mit 0,5 Prozent sogar weniger. Das ist der Wert, der für den Fall ausgerechnet werden kann, dass die Anlagen neu erstellt werden müssten. Alle Bedürfnisse der einzelnen Vorhaben sind hinterfragt und auf die "Armee XXI" abgestimmt. Zahlreiche Projekte wurden im Sinne des Bundesratsbeschlusses vom 22. Februar 1995 hinsichtlich der Kosten-Nutzen-Optimierung zusätzlich im Detail überprüft, und die vorliegende Botschaft wurde wie üblich den interessierten Stellen zum Mitbericht unterbreitet. Die Eidgenössische Finanzverwaltung, das Buwal und die Gruppe Rüstung stimmten dem Inhalt im Grundsatz zu. Angebrachte Kritik wurde in der vorliegenden Botschaft bereits so weit als möglich berücksichtigt.

Nun möchte ich zum Antrag Gentil kommen: Herr Gentil verlangt mit seinem Antrag die teilweise Streichung von Artikel 2 des Bundesbeschlusses. Es geht um das Projekt Satos 3, zu welchem ich etwas ausführlicher sprechen möchte.

Der Bundesrat hat am 13. August 1997 beschlossen, die bestehenden klassischen elektronischen Aufklärungsmittel zu erweitern. Es geht darum, mit der modernen Technologie der zivilen Telekommunikation Schritt zu halten. Mit dem Projekt Satos, d. h. mit der Aufklärung von zivilen Kommunikationssatelliten, wird der heutigen umfassenden Bedrohungslage Rechnung getragen. Damit wird die zukünftige Nachrichtenbeschaffung zugunsten der politischen Führung unseres Landes sichergestellt. Nebst den

AB 1999 S 1018 / BO 1999 E 1018

militärstrategischen Informationen sind vor allem Nachrichten aus den Bereichen Bekämpfung des internationalen Terrorismus, der organisierten Kriminalität, Verhinderung der Proliferation und Machtpolitik zunehmend von Bedeutung. Es geht also um die legale Informationsbeschaffung über praktisch alle Themenbereiche einer modernen Sicherheitspolitik.

Ich halte fest: Das System dient nicht der Überwachung im Bereich der zivilen Strafverfolgung; das System wird nicht zur Telefonüberwachung eingesetzt; das System ist kein direktes Abhörmittel der Bundespolizei, und das System ist nicht mit ausländischen Aufklärungssystemen wie z. B. "Echelon" verknüpft. Aber das System liefert Nachrichten zum Lagebild Schweiz und ist ein unerlässliches modernes Mittel der legalen Nachrichtenbeschaffung. Jeder starke Staat hat eine Nachrichtenbeschaffung – wenn er das nicht hat, dann ist es kein starker Staat. Das System wird durch den Auftrag der politischen Behörde, d. h. des Sicherheitsausschusses des Bundesrates und der Lenkungsgruppe, eingesetzt und liefert auftragsbezogene Informationen. Es wird durch die Geschäftsprüfungsdelegation, die Sie als Folge der PUK EMD eingesetzt haben, mittels eines Überprüfungsszenarios regelmässig kontrolliert. Die Geschäftsprüfungsdelegation wird laufend über dieses Projekt orientiert; sie ist auch nach den Beschlüssen des Bundesrates von 1997 orientiert worden.

Das Projekt Satos 3 wird über den ordentlichen Rüstungsablauf mit transparenten Ausbauschritten für die politischen Kontrollorgane beschafft. Die Aufträge zum Betrieb des Systems werden durch den Auftraggeber, die Untergruppe Nachrichtendienst, an den Betreiber, an die Untergruppe Führungsunterstützung, erteilt. Eine Neuorientierung des strategischen Nachrichtendienstes steht in keinem Zusammenhang mit dem für die politische Führung ausgewiesenen Nachrichtenbedürfnis. Es ist somit auch dann ein unersetzliches Mittel, wenn



die Verantwortung über den strategischen Nachrichtendienst beispielsweise nicht mehr im VBS angesiedelt sein sollte.

Eine Verschiebung des Projektes brächte somit nur Nachteile und wäre sachlich nicht angezeigt. Eine Streichung des entsprechenden Betrages hätte einen finanziellen Schaden in der Höhe von 20 Millionen Franken zur Folge und würde vor allem das Unvermögen nach sich ziehen, wichtige Nachrichtenquellen legal und unabhängig auszuschöpfen. Der Einsatz von elektronischen Aufklärungsmitteln für die Bedürfnisse der Landesregierung – kurz: von Satos 3 – ist notwendig, legal und wird durch die politische Behörde angeordnet und kontrolliert. Mein Departement, das VBS, und damit die Untergruppe Führungsunterstützung haben lediglich die dafür notwendigen technischen Mittel bereitzustellen und den auftragsbezogenen Betrieb auszuüben. Der Bundesrat ist von der Bedeutung dieses Instrumentes weiterhin überzeugt und empfiehlt Ihnen deshalb den Schritt zu einem in vielen Staaten bereits eingesetzten Mittel für die legale strategische Nachrichtenbeschaffung.

Noch ein Wort zu Herrn Maissen bezüglich der Investitionen: Im Übergang von der "Armee 95" zur "Armee XXI" ist es richtig, dass man bei den Investitionen Acht geben muss; wir streben keine unnötige Zentralisierung an. Aber auch hier: Die Mittel diktieren unsere Möglichkeiten. Die Reduktion um 1,1 Milliarden Franken in drei Jahren und die Reduzierung um 5000 Arbeitsplätze zwischen 1990 und 2000 haben jetzt diese Auswirkungen. Noch ist nichts entschieden, aber planen müssen wir, und Überlegungen sind vorhanden; aber konkrete Entscheide sind noch nicht getroffen worden.

In Bezug auf die Sammelkredite und den unterschiedlichen Detaillierungsgrad habe ich bereits etwas gesagt. Wir werden versuchen, das in der Botschaft 2001 besser zu machen. Im Übergang von der Sammelbotschaft mit Objekten unter und über 10 Millionen Franken zu einer Gesamtbotschaft ist es uns noch nicht gelungen, Ihnen dies in optimaler Form zu unterbreiten. Es werden deshalb Verbesserungen angestrebt.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

L'entrée en matière est décidée sans opposition

Bundesbeschluss über militärische Immobilien Arrêté fédéral concernant l'immobilier militaire

Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

Für Annahme der Ausgabe 34 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht



La majorité qualifiée est acquise

Art. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Gentil

.... im Betrag von 350 470 000 Franken bewilligt.

Dabei sind zu streichen:

- Bauvorhaben Nr. 101.184, Satos 3, Umbau PE-20 in Heimenschwand im Betrag von 6,95 Millionen Franken;
- Bauvorhaben Nr. 101.183, Satos 3, zweite Etappe, Umbau Hauptgebäude PE-Z in Zimmerwald im Betrag von 6,7 Millionen Franken.

Art. 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Gentil

.... montant de 350 470 000 francs

C'est à dire biffer:

- projet No 101.184, SATOS 3, rénovation de la centrale d'engagement permanente PE-20 de Heimenschwand (pour un montant de 6,95 millions de francs);
- projet No 101.183, SATOS 3, 2e étape, rénovation du bâtiment principal de la centrale d'engagement permanente PE-Z de Zimmerwald (pour un montant de 6,7 millions de francs).

Präsident (Schmid-Sutter Carlo, Präsident): Herr Paupe hat dem Büro die Frage gestellt, wie es sich bei Artikel 2 mit der Ausgabenbremse verhalte. Das Büro hat diese Frage diskutiert. Herr Cottier wird Sie darüber orientieren.

Cottier Anton (C, FR), für die Kommission: Das Büro beantragt, Artikel 2 des Beschlussentwurfes der Ausgabenbremse zu unterstellen. Aufgrund der Botschaft war es für das Büro nicht möglich zu beurteilen, ob sich der in Artikel 2 genannte Betrag nur aus gebundenen Ausgaben und aus Verpflichtungskrediten von weniger als je 20 Millionen Franken zusammensetzt. Daher hat das Büro beschlossen, im Zweifelsfall auch Artikel 2 der Ausgabenbremse zu unterstellen. Das Büro hält aber fest, dass es sich nicht um eine Praxisänderung handelt, sondern dass in Zukunft weiterhin die

AB 1999 S 1019 / BO 1999 E 1019

Praxis gelten soll, die bis anhin bei den Baubotschaften Anwendung gefunden hat. Diese Praxis entspricht auch den Empfehlungen des Eidgenössischen Finanzdepartementes zur Umsetzung der Ausgabenbremse. Es gelten weiterhin folgende Grundsätze: Bei der Unterstellung von Sammelkrediten unter die Ausgabenbremse ist zwischen Gesamtkrediten und Rahmenkrediten zu unterscheiden. Im Falle des Gesamtkredites ist auf den Umfang der einzeln spezifizierten Verpflichtungskredite abzustellen. Im Falle des Rahmenkredites besteht lediglich eine allgemeine Spezifikation. Es sind keine Einzelvorhaben ausgeschieden. Für die Unterstellung unter die Ausgabenbremse muss hier zwangsläufig auf den gesamten Kreditbetrag abgestellt werden. Das Büro fordert den Bundesrat auf, in Zukunft in den Botschaften klarer darzulegen, warum die einzelnen Verpflichtungskredite der Ausgabenbremse unterstellt werden müssen oder warum nicht. Zudem ist es wichtig, dass bei Sammelkrediten in den Beschlussentwürfen und in der Botschaft klar gesagt wird, ob es sich um einen Sammelkredit in der Form eines Gesamtkredites oder um einen Sammelkredit in der Form eines Rahmenkredites handelt. Dies ist die Meinung des Büros.

Gentil Pierre-Alain (S, JU): J'ai pris connaissance de l'argument de M. Ogi, conseiller fédéral, selon lequel le report entraînerait une charge de 20 millions de francs. Je considère, pour ma part, que la réflexion en cours sur l'organisation des renseignements à l'échelon de l'Etat fédéral mérite également qu'on y inclue ce programme. Je trouverais dommage que l'on prenne une décision à ce sujet avant que le concept de l'organisation des renseignements n'ait été défini à l'échelon de la Confédération.
C'est la raison pour laquelle je maintiens ma proposition.



Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission 33 Stimmen

Für den Antrag Gentil 5 Stimmen

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

Für Annahme der Ausgabe 34 Stimmen

(Einstimmigkeit)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 3, 4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes 34 Stimmen

(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat – Au Conseil national